

NON aux lois des multinationales contre les peuples

ALERTE ... BULLETIN N° 1



Ce bulletin électronique à périodicité variable est adressé à celles et ceux qui ont désiré être tenus au courant de l'évolution des traités de libre échange, et qui ont donné leur adresse mail lors des réunions publiques sur les TAFTA - CETA-TISA. Chacun-e peut le transmettre à qui le souhaite, et/ou inscrire ces nouveaux destinataires sur la liste de diffusion en m'adressant leur adresse électronique (guillouhenri@orange.fr). A noter que l'envoi de ce bulletin se fait en copie cachée pour éviter tout piratage de vos adresses.

Vous pouvez aussi me transmettre toute initiative locale concernant ces traités, afin de l'intégrer dans le bulletin.

Henri GUILLOU

Attac - Collectif Stop TAFTA 29

31 août 2015

SOMMAIRE

- 1 – Les collectivités finistériennes hors TAFTA
- 2 - Feu vert du parlement européen pour la poursuite des négociations hors TAFTA
- 3 – Obama en difficulté sur le traité transpacifique
- 4 – TAFTA et COP 21
- 5 – Stoppons la ratification du CETA
- 6 – Le crayon géant STOP TTIP arrive dans le Finistère
- 7 – Semaine d'action 10-17 octobre
- 8 – Pour se tenir informé



7 collectivités finistériennes se déclarent Hors TAFTA ou émettent des réserves sur le contenu et les conditions d'adoption des traités TAFTA/CETA/TISA :

Bannalec, Berrien, Botmeur, La Feuillée, St-Rivoal, St-Yvi, Tregunc... D'autres communes vont se prononcer prochainement (vous pouvez obtenir copie d'une de ces motions en m'en faisant la demande par mail)

Ces communes dénoncent le manque d'information et de transparence sur les négociations de ces traités. Elles dénoncent un monde où les bénéfices des multinationales européennes ou américaines l'emportent sur l'intérêt général et le service public.



BERRIEN : panneaux installés par la mairie (photos transmises par le maire, Paul Quemener)

Ces négociations nous concernent tous tant elles touchent aux futures règles concernant les relations commerciales entre l'Europe, les USA, le Canada... dans des domaines de la vie quotidienne aussi essentiels que les produits pharmaceutiques, les dispositifs de santé, les cosmétiques, l'alimentation, les OGM, l'école, l'agriculture, l'environnement, les normes sanitaires, etc.

Ces traités sont aussi une atteinte à notre souveraineté, à notre droit de légiférer dans l'intérêt public, de la commune à l'Etat. Le mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et Etats, le fameux ISDS, protège les multinationales au détriment des nations. Selon la logique de ce mécanisme qui instaure des **cours d'arbitrage internationaux**, les mesures d'Etat qui réduisent les profits des entreprises sont jugées contraires aux « règles du jeu » établies par ces traités. Quelques exemples parmi d'autres qui font froid dans le dos :

- Un fonds britannique contrôlant l'entreprise de distribution de l'eau à Tallin a ainsi porté plainte contre l'Estonie et obtenu des dommages et intérêts pour avoir été empêché d'augmenter ses tarifs.
- Un géant néerlandais du secteur de l'assurance, mécontent de n'avoir pas pu distribuer des dividendes grâce aux profits qu'il avait réalisés en Slovaquie, a fait saisir 30 millions d'acquis slovaques au Luxembourg
- Un groupe énergétique suédois, propriétaire d'une centrale à charbon à Hambourg, s'en est pris avec succès à l'Allemagne pour ne pas avoir été autorisé à rejeter ses eaux usées dans l'Elbe.

Comme vous le voyez, ces traités octroient aux multinationales le droit de régner en maîtres sur la planète.



Feu vert du parlement européen pour la poursuite des négociations hors TAFTA

Le parlement européen s'est positionné sur le TTIP-TAFTA le 8 juillet dernier. Est-ce que tout est terminé maintenant aux vues de la résolution favorable votée par 436 voix contre 241 ?

Tout d'abord, ce vote n'est pas pour ou contre le TTIP-TAFTA, puisque l'accord est toujours en cours de négociation et ne sera prêt pour le vote final que fin 2016 (date avancée par les négociateurs). Cependant le parlement européen aura donné une impulsion forte aux prochaines négociations (la prochaine session se tiendra du 19 au 23 octobre 2015 à Miami).

La résolution votée ce 8 juillet comporte de nombreux éléments problématiques :

- L'inclusion d'un mécanisme de règlement des différends dont la version initiale a été modifiée pour être acceptée par les députés (droit des gouvernements à légiférer, indépendance des juges, mécanisme d'appel, transparence des délibérations...). Mais ces modifications seront-elles acceptées par les négociateurs qui n'ont pas de comptes à rendre aux élus ?

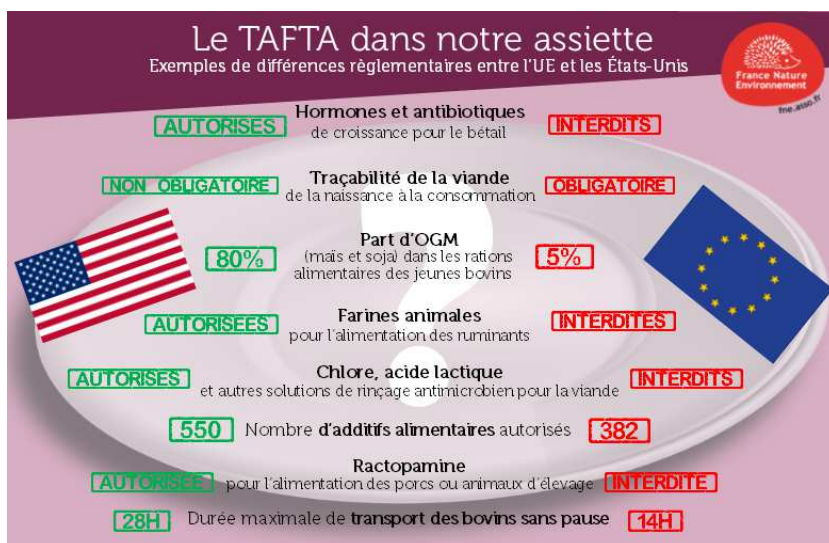
- Le principe de la coopération réglementaire qui donne tous les pouvoirs aux transnationales est accepté,

- La disparition de l'agriculture paysanne et la fin d'une alimentation de qualité ont été entérinées,

- Le texte fait fi de l'impératif de lutte contre les dérèglements climatiques en appelant à la libéralisation des échanges de l'énergie fossile,

- Enfin le texte acte la libéralisation des services financiers ainsi que la libéralisation des services publics, malgré les fortes réserves exprimées sur ce dernier point par le Conseil des Communes et des Régions d'Europe.

Pour autant, rien n'est perdu car un nombre croissant d'Européens s'inquiètent des conséquences de ces traités. A ce jour, plus de 2,5 millions de citoyens ont signé l'initiative européenne auto-organisée réclamant l'arrêt des négociations sur le TAFTA.



(Source : France Nature Environnement)



Obama en difficulté sur son traité transpacifique (TPP)

12 pays sont concernés par ce traité : Australie, Brunei, Canada, Chili, Japon, Malaisie, Mexique, Nouvelle Zélande, Pérou, Singapour, USA, Vietnam.

Engagées depuis 7 ans, les négociations entre ces pays qui représentent 40 % de la production mondiale, sont entravées par les considérations économiques et politiques. Quelques exemples :

- La Nouvelle Zélande veut une franche ouverture des marchés pour ses produits laitiers, alors que le Canada, également en pleine élection, veut à tout prix protéger son secteur laitier très organisé.
- Le Japon est opposé à toute ouverture pour le riz.
- Le dossier de la propriété intellectuelle ainsi que de la protection des médicaments du futur bloque la discussion.
- Les Américains, en s'appuyant sur leur législation « buy America, buy local », réservent les achats publics à leurs entreprises locales afin de garantir les emplois locaux. Donc pour eux pas question d'ouvrir leurs portes aux entreprises étrangères.

Enfin, question de traités de libre échange, les Américains savent de quoi il en retourne : ils ont tous nuï à la majorité des populations pour favoriser seulement une petite minorité. L'Alena, accord de 1994 entre USA-Canada-Mexique, a fait disparaître 1 million d'emplois au lieu des 200.000 qu'il aurait dû créer. Les candidats démocrates aux présidentielles de 2016 sont obligés d'en tenir compte dans leur campagne des primaires. L'aile gauche du parti démocrate est résolument hostile à ces accords qu'elle juge mauvais pour les salariés.

Enfin la population américaine, de plus en plus sceptique, n'adhère pas aux déclarations d'Obama qui met en avant la sécurité nationale pour justifier ces traités : « *Si nous ne faisons pas le TTP, la Chine le fera et l'Amérique sera écartée* », « *Le TTIP est un moyen de s'allier à l'Europe contre la Russie* ». Faut-il comprendre que le TAFTA va être à l'économie ce que l'OTAN est à la défense ?



TAFTA et COP 21

La conférence sur le climat, COP 21, se tiendra à Paris en décembre 2015. Son but est de sauver la planète du changement climatique, mais elle sera plus sûrement une réunion de chefs d'Etat qui tiendront de beaux discours qui ne changeront rien au désastre à venir. Pourtant, cette conférence est primordiale pour l'avenir de chaque citoyen du monde. Pour réduire les émissions de CO², il faut changer le mode de production et d'échange.



La COP 21 doit réfléchir à une société future compatible avec les limites de notre planète et l'épuisement des ressources naturelles. La COP 21 ne peut donc que remettre en question les traités internationaux qui ne visent qu'à multiplier le commerce international et à faire traverser l'Atlantique à des milliards de tonnes de marchandises, source importante de gaz à effet de serre. Faire parcourir des milliers de kilomètres à tout ce que nous consommons au lieu de produire local génère et générera encore plus des milliards de tonnes de CO² par les combustibles fossiles que ces transports nécessitent.

Ne pas ratifier le CETA avec le Canada et stopper immédiatement les négociations du TAFTA et du TPP permettront de mettre un coup d'arrêt à la course à la catastrophe écologique planétaire où notre société mondialisée nous conduit.



Stoppons la ratification du CETA, cheval de Troie du TTIP/TAFTA

Cette ratification du traité avec le Canada aurait lieu fin 2015 ou début 2016. Le parlement européen, ainsi que les parlements nationaux, auront à se prononcer sur cette ratification.

Si nos élus veulent être logiques avec les réserves qu'ils ont émises et votées sur l'ISDS le 8 juillet dernier à Strasbourg, ils devront dire NON au CETA car dans ce traité l'ISDS n'est plus réformable. Il faut savoir qu'avec le CETA, les nombreuses entreprises américaines implantées au Canada seront ravies de bénéficier d'une telle aubaine leur permettant d'attaquer en justice les mesures d'Etat qui entraveront leurs profits. Ainsi plus de 80 % des entreprises US opérant en Europe pourront attaquer les pays de l'UE par le biais de leurs filiales au Canada.

Ce rejet peut devenir réalité si la pression publique est suffisante auprès de tous les parlementaires nationaux et européens.



Le crayon géant STOP TTIP dans le Finistère : mercredi 16 septembre

L'ICE (Initiative Citoyenne Européenne) sera close le 6 octobre avec comme objectif 3 millions de signatures.

Le crayon géant STOP TTIP sera à Quimper le mercredi matin (16/09) de 10h00 à 12h30, et à Brest dans l'après-midi et en soirée. A ce jour, plus de 2,5 millions de signatures de 14 pays de l'UE appellent les institutions européennes et des pays membres à arrêter les négociations avec les USA sur le Partenariat Transatlantique de Commerce et d'Investissement (TTIP-TAFTA) et à ne pas ratifier l'Accord Economique et Commercial Global (CETA) avec le Canada.

Les modalités de rendez-vous à Quimper et Brest vous seront communiquées en temps voulu dans un prochain bulletin.



10-17 octobre 2015 : Semaine d'actions contre les traités de libre-échange en Europe et aux Etats-Unis

Une semaine d'actions est en cours de préparation dans toute l'Europe et aux USA du samedi 10 au samedi 17 octobre :

- Des marches européennes « contre l'austérité » partiront d'Espagne pour rallier Bruxelles en traversant la France
- L'initiative citoyenne européenne prendra fin le 6 octobre après un an d'existence.
- Le 16 octobre correspond à la journée mondiale pour la souveraineté alimentaire contre les transnationales, coordonnée par Via Campesina et la Confédération Paysanne pour la France.

Ce qui est déjà prévu en France et en Europe :

- 10 octobre : actions décentralisées (Quimper, Brest, Morlaix... ?)
- 13-17 octobre : camp « NO TTIP » à Bruxelles
- 14 octobre : journée thématique sur le climat aux USA. En France ?
- 15 octobre : arrivée des marches européennes à Bruxelles et encerclement du sommet européen pour exiger la fin de l'austérité et l'arrêt des négociations sur le TAFTA.
- 16 octobre : journée de conférences citoyennes européennes à Bruxelles (dette, climat, TAFTA, CETA...) et journée Via Campesina pour une agriculture paysanne.
- 17 octobre : journée mondiale de lutte contre la pauvreté. Manifestation à Bruxelles : « Austérité = pauvreté. Construisons une autre Europe ».



Pour se tenir informé : <https://www.collectifstopptafta.org>
<https://stop.ttip.org>